Alloza (Angel), *La vara quebrada de la justicia. Un estudio histórico sobre la delincuencia madrileña entre los siglos XVI y XVIII*

Madrid, Catarata, 2000, 277 p., ISBN 84-8319-108-3

Jean-Pierre Dedieu

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/250>
DOI : 10.4000/chs.250
ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2002
Pagination : 129-131
ISBN : 2-600-00803-9
ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Jean-Pierre Dedieu, « Alloza (Angel), *La vara quebrada de la justicia. Un estudio histórico sobre la delincuencia madrileña entre los siglos XVI y XVIII* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 6, n°1 | 2002, mis en ligne le 03 février 2009, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/250> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.250>

Ce document a été généré automatiquement le 23 mars 2022.

© Droz

Alloza (Angel), *La vara quebrada de la justicia. Un estudio histórico sobre la delincuencia madrileña entre los siglos XVI y XVIII*

Madrid, Catarata, 2000, 277 p., ISBN 84-8319-108-3

Jean-Pierre Dedieu

RÉFÉRENCE

Alloza (Angel), *La vara quebrada de la justicia. Un estudio histórico sobre la delincuencia madrileña entre los siglos XVI y XVIII*, Madrid, Catarata, 2000, 277 p., ISBN 84-8319-108-3.

- 1 Le travail d'Angel Alloza est en fait le commentaire de ce qu'il considère comme une statistique des procès criminels traités par la Chambre des alcades de « casa y corte » – les juges de la cour et de l'hôtel. Il s'agit d'un tribunal royal chargé d'exercer, concurremment avec le corrégidor, la juridiction ordinaire à Madrid. L'institution est mal connue. Les alcades sont subordonnés au Conseil de Castille, dont ils forment techniquement une section. Dans le cursus des juristes espagnols le passage par la Chambre constitue d'ailleurs l'étape qui précède immédiatement une promotion au Conseil. Elle a de larges compétences administratives sur lesquelles il n'existe aucune étude d'ensemble. Du point de vue judiciaire, son ressort couvre la ville et une zone d'une vingtaine de kilomètres autour d'elle : elle y a juridiction concurremment aux juges municipaux et seigneuriaux du cru, qui lui sont cependant subordonnés. Dans la capitale même, elle doit faire face à la concurrence du corrégidor et d'un nombre imposant de juridictions diverses : tribunaux ecclésiastiques – le vicaire général, mais aussi les juridictions particulières de nombreux couvents –; juridiction militaire, particulièrement développée dans une ville fréquentée par de nombreux soldats qui, en mal d'affectation ou de promotion, viennent démarcher les conseils royaux; tribunaux

propres à la cour : le Bureau (Bureo), les tribunaux spécifiques de la Garde royale au XVIII^e. Les « alcades de cour » enfin sont fréquemment chargés de « commissions » pour juger en province des « cas de cour » ou prêter main forte à des magistrats locaux débordés. Tout ensemble, les affaires traitées vont de l'espionnage et du pamphlet politique à la rixe de bas étage, en passant par l'émeute, le faux en écriture publique, le meurtre, le vol, la sodomie, l'opposition à la juridiction des alcades en affaire de compétence, l'abus de fonctions publiques, la contrebande de chevaux, la violence conjugale, le concubinage, le blasphème, l'usure, la prostitution, le braconnage dans les forêts domaniales, le non-respect du maximum des prix, bref des sujets extrêmement variés, ce qui ne facilite pas l'étude statistique.

- 2 L'institution nous a laissé d'abondantes archives, où ne manquent... que les procès, qui ont été détruits au XIX^e siècle. Nous disposons cependant d'un inventaire des dossiers d'affaires criminelles conservés au milieu des années 1760. Cet inventaire fournit la base de l'ouvrage. Après quelques chapitres introductifs, où nous cherchons en vain une définition des limites de la juridiction de nos alcades et d'une étude de leurs rapports avec les tribunaux qui partagent avec eux le même territoire, une série de tableaux nous livre le nombre des dossiers et des personnes impliquées par périodes, d'abord globalement, puis type de délit par type de délit. Une dernière partie traite de la statistique des peines.
- 3 Nous ne commenterons pas ces chiffres, car sommes extrêmement sceptique sur le sens qu'il convient de leur donner – tout comme nous avaient laissé sceptique les premiers résultats publiés par l'auteur dans l'*IAHCCJ Bulletin* de 1994. A. Alloza y voit une statistique criminelle. Il loue même la justice madrilène de la précocité avec laquelle elle a compris l'intérêt du chiffre dans l'élaboration d'une stratégie répressive (p. 22). Il commet là un contresens sur la nature du document : inventaire d'archive et non statistique; éclairant au mieux l'activité du tribunal et non l'ensemble de l'activité répressive à Madrid, encore moins un quelconque taux de criminalité, même apparente, ce que laisse croire l'auteur. Peut-on même considérer l'inventaire comme une image de ce qu'aurait pu être une statistique de l'activité de la cour ? Nous avons nous-même, dans les années 1970, tenté d'utiliser dans ce sens ces registres. Nous y avons renoncé devant l'impossibilité de déterminer la nature de leur contenu : simples informations, affaires menées à terme, affaires concernant Madrid, le district immédiat ou le reste de l'Espagne se mêlaient évidemment sur les étagères du tribunal sans que les éléments dont nous disposions nous permette de distinguer de façon raisonnablement fiable. Quel était par ailleurs l'état de conservation du fonds inventorié ? Des variations importantes dans le nombre des dossiers, d'une année sur l'autre, ne laissaient pas de nous inquiéter. Ces doutes ne nous étaient d'ailleurs pas personnels. D'autres chercheurs ont eu, à la même époque, une démarche semblable à la nôtre et sont arrivés aux mêmes conclusions.
- 4 Si Angel Alloza s'est posé de telles questions, je n'ai pas la sensation qu'elles l'aient beaucoup inquiété. Il n'indique pas les raisons qu'il a de passer outre à ces faiblesses ni ne nous informe des précautions qu'il a prises pour éviter des pièges évidents, non plus que des méthodes suivies dans le traitement des données. Quant au rapport entre ce qu'il appelle la « délinquance » et l'ouverture d'un dossier devant un tribunal, le problème paraît lui être complètement étranger. Il ignore d'ailleurs des travaux classiques, comme ceux des Castan; il ignore ma propre thèse sur l'inquisition qui traite longuement de la question des statistiques judiciaires, et porte sur l'Espagne, tout

comme les travaux de Jaime Contreras et Gustav Henningsen, des classiques sur la question, eux aussi. Peut-être l'éditeur lui a-t-il rogné les ailes et prié de garder pour des publications érudites les développements érudits. Il n'en reste pas moins que leur absence invalide les conclusions proposées.

AUTEURS

JEAN-PIERRE DEDIEU

(TEMIBER – CNRS / Univ. Bordeaux 3), jean-pierre.dedieu@montaigne.u-bordeaux.fr